



**Le dépouillement toujours en cours donne un avantage à ce proche de l'opposant Ousmane Sonko, devant le candidat du pouvoir, tous deux très loin devant les quinze autres concurrents.**

Des partisans de Bassirou Diomaye Faye, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle, pendant le dépouillement, devant son siège de campagne, à Dakar, le 24 mars 2024.

Au Sénégal, le candidat issu de l'opposition Bassirou Diomaye Faye paraissait se rapprocher, dimanche 24 mars, d'une victoire à la présidentielle dès le premier tour qui s'apparenterait à un séisme politique. Selon les premières tendances, annoncées par la radio sénégalaise Futurs Medias, il aurait obtenu 57 % des voix, contre 31 % pour son principal concurrent, Amadou Ba. Des résultats officiels ne devraient cependant pas être connus avant le courant de la semaine.

Cinq autres candidats ont félicité M. Faye au vu de la tendance du dépouillement toujours en cours des suffrages, à l'issue d'une élection qui devait trancher entre la continuité et un changement peut-être radical après trois années d'agitation et de crise politique.

Anta Babacar Ngom, seule candidate parmi dix-sept concurrents, a parlé sur X de « victoire incontestable ». Déthié Fall a félicité M. Faye sur les réseaux sociaux « pour sa belle victoire manifestement acquise au vu des tendances très fortes qui se dégagent depuis le début de la

proclamation des résultats ». Trois autres concurrents, Papa Djibril Fall, Mamadou Lamine Diallo et El Hadji Mamadou Diao, ont fait de même.

Les résultats publiés bureau par bureau dans les médias et sur les réseaux sociaux donnent un net avantage à Bassirou Diomaye Faye devant celui du pouvoir, Amadou Ba, très loin devant les quinze autres concurrents.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés Bassirou Diomaye Faye, candidat d'opposition à la présidentielle : « Je veux apporter la rupture au Sénégal »

Le rétablissement de la « souveraineté » nationale

Des centaines de sympathisants de M. Faye chantaient et dansaient dimanche soir au siège de sa campagne à Dakar. Des cortèges de jeunes à moto parcouraient, klaxon hurlant, les rues de la capitale en scandant « au Palais » présidentiel.

L'atmosphère était plus sombre du côté des quelques dizaines de sympathisants d'Amadou Ba au quartier général de celui-ci. Dans un communiqué, le directoire national de campagne de M. Ba a déclaré qu'« à cette heure, après dépouillement d'environ un tiers des bureaux de vote, les premières tendances montrent que le camp républicain et démocratique a déjoué les pronostics sur son effondrement annoncé comme inévitable. Un basculement du Sénégal dans l'aventure populiste n'est pas une fatalité ». « Au regard des remontées des résultats effectuées par nos équipes expertes, nous sommes certains d'être, dans le pire des cas, dans un couplé de second tour », ajoute le texte.

Une victoire de M. Faye, 43 ans, encore en prison il y a une dizaine de jours, « candidat du changement de système » et d'un « panafricanisme de gauche », et proche de l'opposant Ousmane Sonko, pourrait annoncer une remise en cause systémique. Son programme insiste sur le rétablissement de la « souveraineté » nationale, bradée selon lui à l'étranger. Il a promis de combattre la corruption et de mieux répartir les richesses. Il a aussi promis de renégocier les contrats miniers, gaziers et pétroliers conclus avec des compagnies étrangères. Le Sénégal pourrait commencer à produire du gaz et du pétrole en 2024.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés Election présidentielle au Sénégal : les Sénégalais votent après des semaines d'incertitude

Il incarne « le choix pour la rupture », a dit de lui-même M. Faye en votant au côté de ses deux épouses dans son village de Ndiagianao. Bénéficiant d'une loi d'amnistie, il est sorti de onze mois d'emprisonnement dix jours avant l'élection, en même temps que son guide et chef de leur parti dissous Ousmane Sonko.

M. Ba, 62 ans, prolongerait, lui, l'action du sortant Macky Sall, dont il était le premier ministre il y a encore quelques semaines et qui l'a désigné pour lui succéder. M. Ba devait ainsi assumer l'héritage du président Sall, avec une pauvreté persistante, un chômage élevé, et les centaines d'arrestations de la période récente. C'est la première fois qu'un président sortant ne se présentait pas à sa réélection.

Faye et Ba s'étaient déclarés « confiants » en une victoire dès le premier tour. Il faut la majorité absolue des suffrages exprimés pour l'emporter au premier tour. Aucune date n'a été fixée pour un second tour.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés « En parrainant les putschistes d'Afrique sahélienne, la Russie s'offre une nouvelle emprise sur l'Europe : l'émigration »

Un scrutin « dans le calme »

Les électeurs ont fait la queue par dizaines ou par centaines pendant la journée devant différents bureaux, sans qu'aucune appréciation exacte de la participation (qui était de 66 % en 2019) ne soit fournie. Aucun incident notable n'a été rapporté et plusieurs électeurs ont exprimé leur satisfaction de voter, après les troubles provoqués par le report de l'élection. Quelque 7,3 millions d'électeurs étaient appelés à choisir entre dix-sept concurrents.

Le scrutin est suivi avec attention, le Sénégal étant considéré comme l'un des pays les plus stables d'une Afrique de l'Ouest secouée par les putschs. Dakar maintient des relations fortes avec l'Occident, tandis que la Russie renforce ses positions alentour.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés Le « modèle sénégalais » à l'épreuve de l'élection présidentielle

Les Sénégalais devaient initialement voter le 25 février – les urnes et les bulletins de dimanche arboraient d'ailleurs toujours cette date. Le report du vote a déclenché des violences qui ont fait quatre morts. Plusieurs semaines de confusion ont mis à l'épreuve la pratique démocratique du Sénégal, jusqu'à ce que soit arrêtée la date du 24 mars. La campagne a été réduite à deux semaines, tombant en plein mois de jeûne musulman.

Malgré ces attermoissements, les observateurs de l'Union européenne ont constaté que les opérations s'étaient déroulées « dans le calme, dans l'efficacité et [de manière] très ordonnée », a dit la cheffe de la mission, Malin Björk.

Le pays a connu depuis 2021 des épisodes de troubles causés par le bras de fer entre Ousmane Sonko et le pouvoir, conjugué aux tensions sociales et au flou longtemps maintenu par le président Sall sur sa candidature à un troisième mandat. La crise s'est prolongée avec le report de la présidentielle. Des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines arrêtées, mettant à mal l'image du pays, injustement selon le gouvernement.

**AFP**